

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.660/2/V
DU 1^{er} SEPTEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 août 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes concernant les communications électroniques par les services de renseignement et de sécurité", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

L'article 8, § 3, du projet énumère des spécifications techniques que doivent respecter les opérateurs de réseaux de communications électroniques et les fournisseurs de services de communications électroniques pour l'exécution des mesures visées à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

.../...

Il convient dès lors de se reporter à l'observation préalable formulée dans l'avis 33.354/4, donné le 19 juin 2002 ⁽¹⁾, au sujet de dispositions similaires de l'arrêté royal du 9 janvier 2003 portant exécution des articles 46bis, § 2, alinéa 1^{er}, 88bis, § 2, alinéas 1^{er} et 3, et 90quater, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle ainsi que de l'article 109ter, E, § 2 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques :

"L'article 6, § 2, du projet prévoit des spécifications techniques auxquelles doit répondre l'exécution, par les opérateurs de réseaux de télécommunications et les fournisseurs de services de télécommunications, des réquisitions prévues par les articles 88bis, 90ter et suivants du Code d'instruction criminelle.

Dans la mesure où toutes les entreprises qui fournissent de tels réseaux ou de tels services doivent pouvoir prêter leur concours à ces réquisitions, ces spécifications sont des règles techniques au sens de l'article 1^{er}, 11), de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.

Par conséquent, elles doivent faire l'objet d'une notification à la Commission conformément à l'article 8 de cette directive. Et en vertu de l'article 9, elles ne peuvent être adoptées avant un délai de trois mois minimum.

Il ressort des informations fournies au Conseil d'État que la communication a été effectuée, mais que le délai n'est pas encore écoulé.

Le projet ne pourra donc être adopté tant que la formalité prévue par la directive 98/34 n'aura pas été menée à son terme. Si, à la suite d'éventuelles remarques de la Commission, le projet devait être amendé, il devra être à nouveau soumis à la section de législation".

Ces observations valent également pour les règles techniques actuellement en projet, d'autant plus que rien, notamment dans le préambule du projet ou dans le dossier soumis à la section de législation, n'indique qu'elles auraient fait l'objet de la communication à la Commission requise par l'article 8, paragraphe 1, de la

⁽¹⁾ Moniteur belge du 10 février 2003, p. 6621.

directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ⁽²⁾.

En tout état de cause, l'accomplissement de cette formalité obligatoire doit être mentionné dans le préambule de l'arrêté en projet, au moyen de la formule F 3-4-2 du code de légistique ⁽³⁾, spécialement prévue à cet effet. L'article 11 du projet, qui prévoit l'entrée en vigueur de l'arrêté le 1^{er} septembre 2010, sera également revu en conséquence, de même que son article 7, alinéa 1^{er}, dans la mesure où il dispose pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2010.

Fondement juridique

Préambule

À l'alinéa 3, il y a lieu de compléter la mention des avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de la Justice par celui du 4 août 2010.

⁽²⁾ Le projet devenu l'arrêté royal précité du 9 janvier 2003 précité a, quant à lui, fait l'objet d'une notification 2002/139/B, reçue par la Commission le 2 avril 2002, de sorte que l'adoption du projet devait être reportée de trois mois, jusqu'au 3 juillet 2002, conformément à l'article 9, paragraphe 1, de la directive 98/34/CE. La méconnaissance de l'obligation de notification entraîne l'inapplicabilité des règles techniques concernées, de sorte qu'elles ne peuvent pas être opposées aux particuliers (arrêt de la Cour de justice du 30 avril 1996 dans l'affaire C-194/94, CIA Security International, SA/Signalson SA et Securitel SPRL, point 54; voir aussi, à propos de l'adoption d'une règle technique nationale durant une période de report prévue à l'article 9 de la directive 98/34/CE, l'arrêt du 26 septembre 2000 dans l'affaire C-443/98, Unilever Italia SpA/Central Food SpA, points 37 à 52).

⁽³⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative".

Dispositif

Article 2, § 2

Suivant les deux premiers paragraphes de l'article 2 du projet,

"§ 1^{er}. Pour l'application des articles 18/7, 18/8, 18/17 de la loi du 30 novembre 1998, les services de renseignement et de sécurité peuvent faire appel à la Cellule de coordination de la Justice instituée par l'arrêté royal du 9 janvier 2003.

§ 2. Pour la mise en œuvre des tâches résultant de l'application des mesures visées aux articles 18/7, 18/8 et 18/17 de la loi du 30 novembre 1998, les membres de la Cellule de coordination de la Justice doivent avoir fait l'objet d'un avis de sécurité conformément à l'article 22^{quinq}uies de la loi du 11 décembre 1998. Cet avis de sécurité doit être positif et renouvelé tous les cinq ans".

Concernant ce second paragraphe, la section de législation renvoie à l'observation générale suivante de l'avis 46.636/2 donné le 3 juin 2009 sur le projet devenu l'arrêté royal du 28 septembre 2009 prévoyant une vérification de sécurité pour le personnel nécessaire pour l'organisation et la mise en œuvre de la prise en charge neutre des appels à destination des centrales d'alarme 100, 101 et 112 :

"L'arrêté en projet a pour objet de prévoir la réalisation d'une vérification de sécurité préalablement à l'exercice de la fonction de calltaker dans les centrales d'alarme 100, 101 et 112 et de fixer la fréquence selon laquelle cette vérification de sécurité sera opérée, à savoir tous les 5 ans.

Ce faisant, l'auteur du projet se place dans la ligne des articles 22^{quinq}uies et 22^{sex}ies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

L'article 22^{quinq}uies dispose plus particulièrement :

- d'une part, que la vérification de sécurité peut être réalisée préalablement «pour autoriser l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission ou d'un mandat, pour autoriser l'accès à des locaux, bâtiments ou sites, ainsi que pour l'obtention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation»;

- d'autre part, que la décision de recourir à une vérification de sécurité ne peut être prise que «lorsque l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission, d'un mandat ou l'accès à des locaux, des bâtiments, des sites, ou la détention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation peut, par un usage inapproprié, porter atteinte à la défense de l'intégrité du territoire national et des plans de défense militaire, à l'accomplissement des missions des forces armées, à la sûreté intérieure de l'État, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, à la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, à la sûreté extérieure de l'État et aux relations internationales de la Belgique, au potentiel scientifique et économique du pays, à la sécurité des ressortissants belges à l'étranger ou au fonctionnement des organes décisionnels de l'État».

L'autorité administrative ne peut décider de faire réaliser une vérification de sécurité, que pour autant qu'il soit satisfait aux conditions énumérées par l'article 22quinquies de la loi 11 décembre 1998, précitée. L'autorité administrative se doit par ailleurs de motiver la décision qu'elle prend et de la porter à la connaissance de l'autorité visée à l'article 15 de cette même loi du 11 décembre 1998 ainsi que des personnes concernées et ce, «au plus tard au moment où elles se portent candidates à une profession, une fonction, une mission ou un mandat, ou introduisent une demande d'accès à des locaux, bâtiments ou sites, ou pour l'obtention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation».

Il en résulte qu'une autorité administrative qui décide de recourir à une vérification de sécurité doit, pour ce faire, respecter l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998 précitée.

Toutefois, rien ne s'oppose à ce qu'un texte réglementaire prévoie que l'autorité administrative est dorénavant tenue, pour une fonction déterminée, de demander cette vérification de sécurité. Cependant, dans une telle hypothèse, il appartient à l'auteur du projet d'être [en] mesure de pouvoir justifier que, pour chaque fonction concernée, les conditions auxquelles la décision de recourir à une telle vérification est subordonnée, sont réunies. Par ailleurs, cette justification ne dispensera pas l'autorité administrative de devoir motiver chaque décision transmise à l'autorité visée par l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998 précitée.

En outre, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'article 22sexies, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, permet à l'autorité visée à l'article 15 de cette même loi de "refuser de donner suite à une décision d'exécuter les vérifications de sécurité lorsqu'elle est d'avis que ces vérifications ne sont pas justifiées par un des intérêts visés [...] [à l'article] 22quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}". L'adoption d'un arrêté royal qui prévoit le recours systématique à une vérification de sécurité ne privera pas l'autorité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée du pouvoir d'appréciation que lui octroie ainsi l'article 22sexies, § 2, alinéa 1^{er}, de cette même loi.

Si l'auteur du projet maintient son intention de prendre un arrêté en la matière, il peut tout au plus prévoir que l'autorité administrative doit demander une vérification de sécurité préalablement à l'exercice de la fonction de calltaker.

Par ailleurs, il veillera à articuler correctement le dispositif du projet avec celui des articles 22quinquies et 22sexies de la loi du 11 décembre 1998, précitée.

Il doit en conséquence adapter :

- l'article 2 du projet, en ce que celui-ci ne peut conditionner l'accès à la fonction de calltaker à l'obtention d'un avis de sécurité positif, et partant, à la réalisation d'une vérification de sécurité préalable par l'autorité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, dès lors que celle-ci est en mesure, en application de l'article 22*sexies*, § 2, de cette même loi, de considérer, au cas par cas, que la décision de l'autorité administrative ne répond pas aux motifs admissibles aux termes de l'article 22*quinquies*;
- l'article 3 du projet, en ce qu'il fait référence de manière récurrente à un avis de sécurité positif, dès lors que l'autorité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, peut refuser de donner un avis.

En ce qui concerne les agents occupés sous contrat de travail, l'article 5 du projet ne peut avoir pour seul objectif que de prévoir la possibilité du recours à une vérification de sécurité également pour cette catégorie de travailleurs. Un avis de sécurité négatif ne pourra donc constituer un motif de rupture sans indemnité de la relation de travail, les règles du droit commun des contrats en matière de licenciement trouveront en effet à s'appliquer".

Il appartient aux auteurs du projet examiné d'en revoir l'article 2, § 2, pour tenir compte de ces observations, lues comme il se doit en ayant égard à la situation particulière des personnes membres de la Cellule de coordination de la Justice et spécialement chargées par les opérateurs et fournisseurs d'y prendre part à l'exécution des mesures visées aux articles 18/7, 18/8, 18/17 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignements et de sécurité. La manière dont cet article 2, § 2, s'appliquera, ainsi qu'il l'indique, "conformément à l'article 22*quinquies* de la loi du 11 décembre 1998", et s'articulera dès lors correctement avec cette disposition légale, doit en effet être précisée dans son texte même, à adapter en conséquence.

Outre les suggestions formulées dans l'avis 46.636/2 précité, il y aura ainsi notamment lieu d'y identifier l'autorité administrative compétente pour décider la réalisation préalable d'une vérification de sécurité visée à l'article 22*sexies* de la loi du 11 décembre 1998 précitée par l'autorité de sécurité désignée conformément à son article 15, alinéa 1^{er}, et comme étant, pour l'application de l'article 2, § 2, en projet, l'"autorité administrative" visée aux articles 22*quinquies* et 22*sexies* de cette loi.

Les dispositions de la loi du 11 décembre 1998 précitée, que l'arrêté en projet mettrait ainsi en œuvre devraient aussi être visées dans un nouvel alinéa 2 à insérer dans son préambule.

.../...

Article 4, §§ 1^{er} et 2

Dans son avis 33.354/4 donné le 19 juin 2002 précité, la section de législation relevait que "la notion d'"appareil terminal" a été remplacé par la notion d'"équipement terminal" par l'article 6 de la loi du 3 juillet 2000, modifiant l'article 68, 7/, de la loi du 21 mars 1991".

C'est de même "l'équipement terminal" qui fait l'objet de la définition figurant à l'article 2, 41/, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et c'est également cette notion qui est notamment utilisée pour définir, au 7/ du même article, "la donnée de localisation".

Il y a donc lieu de remplacer les mots "appareils terminaux" par "équipements terminaux".

Article 7

1. L'attention des auteurs du projet est attirée sur l'article 22^{septies} inséré dans la loi du 11 décembre 1998 précitée par l'article 271 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 :

"Une rétribution est due par la personne physique qui doit obtenir une attestation de sécurité et par la personne physique qui fait l'objet d'un avis de sécurité, et qui ne font pas partie du personnel de l'administration fédérale et de la police intégrée.

Cette rétribution est due aux autorités visées à l'article 22^{ter} ou à celles visées à l'article 22^{quinquies}, par la personne qui fait l'objet d'une vérification de sécurité.

La délivrance de l'attestation ou de l'avis de sécurité ne pourra se faire qu'après paiement de la rétribution.

Le Roi fixe, sur avis du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, le montant de la rétribution à percevoir.

Le Roi fixe les modalités de perception des rétributions, les modalités de versement de ces rétributions au Trésor, la comptabilité et les autres détails relatifs à la perception de ces rétributions" ⁽⁴⁾.

Il conviendrait d'examiner si les rétributions payées en application de cet article ne devraient pas être prises en considération dans le cadre de l'exécution de l'article 18/18 inséré par la loi du 4 février 2010 dans la loi du 30 novembre 1998 précitée, suivant lequel

"Le Roi fixe les tarifs rétribuant la collaboration des personnes physiques et des personnes morales aux méthodes visées dans la présente sous-section, en tenant compte du coût réel de cette collaboration".

2. À l'alinéa 1^{er}, les mots "Sauf dispositions contraires fixées par Nous" sont inutiles et seront omis. En effet, il va de soi qu'un arrêté royal peut déroger à un autre arrêté royal si cela se justifie.

⁽⁴⁾ Le 10 février 2010, la section de législation a donné un avis 47.488/4 sur un projet d'arrêté royal "fixant les montants des rétributions dues pour la délivrance des habilitations de sécurité, des attestations de sécurité et des avis de sécurité", notamment fondé sur cet article 22*septies*.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.660/2/V
VAN 1 SEPTEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 5 augustus 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende modaliteiten voor de wettelijke medewerkingsplicht bij vorderingen door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten met betrekking tot elektronische communicatie", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Artikel 8, § 3, van het ontwerp somt de technische specificaties op die moeten worden nageleefd door operatoren van elektronische communicatienetwerken en verstrekkers van een elektronische communicatiedienst voor de uitvoering van de maatregelen genoemd in artikel 127, § 1, eerste lid, 2/, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatiedienst.

.../...

Er dient derhalve te worden teruggegrepen naar de voorafgaande opmerking gemaakt in advies 33.354/4, gegeven op 19 juni 2002 ⁽¹⁾, over soortgelijke opmerkingen van het koninklijk besluit van 9 januari 2003 tot uitvoering van de artikelen 46bis, § 2, eerste lid, 88bis, § 2, eerste en derde lid, en 90quater, § 2, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering en van artikel 109ter, E, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven :

"In artikel 6, § 2, van het ontwerp worden de technische specificaties bepaald waaraan voldaan moet worden bij de uitvoering, door operatoren van telecommunicatienetwerken en verstrekkers van telecommunicatiediensten, van vorderingen zoals bedoeld in de artikelen 88bis, 90ter en volgende van het Wetboek van Strafvordering.

Doordat alle ondernemingen die zulke netwerken ter beschikking stellen of zulke diensten verstrekken, moeten meewerken aan de uitvoering van die vorderingen, zijn die specificaties technische regels in de zin van artikel 1, 11), van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften.

Bijgevolg moeten die specificaties overeenkomstig artikel 8 van die richtlijn ter kennis van de Commissie worden gebracht. Krachtens artikel 9 van diezelfde richtlijn mogen die technische specificaties niet worden aangenomen voordat een termijn van minimaal drie maanden is verstreken.

Uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat deze technische specificaties aan de Europese Commissie zijn meegedeeld maar dat de gestelde termijn nog niet verstreken is.

Het ontwerp mag bijgevolg eerst worden aangenomen nadat het vormvereiste vervat in richtlijn 98/34 volledig is nagekomen. Als het ontwerp naar aanleiding van eventuele opmerkingen van de Commissie nog gewijzigd mocht worden, moet het weer ter fine van advies aan de afdeling wetgeving worden voorgelegd".

Deze opmerkingen gelden eveneens voor de huidige ontworpen technische voorschriften, temeer daar, inzonderheid in de aanhef van het ontwerp of in het aan de afdeling Wetgeving voorgelegde dossier uit niets meer blijkt dat ze medegedeeld zouden zijn aan de Commissie zoals vereist bij artikel 8, lid 1, van richtlijn 98/34/EG van het

⁽¹⁾ Belgisch Staatsblad van 10 februari 2003, blz. 6.621.

Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij ⁽²⁾.

Hoe dan ook moet de vervulling van dit vormvoorschrift in de aanhef van het ontworpen besluit worden vermeld door middel van formule F 4-3-2 van de handleiding voor wetgevingstechniek ⁽³⁾, waarin inzonderheid hiertoe is voorzien. Artikel 11 van het ontwerp, dat voorschrijft dat het besluit op 1 september 2010 in werking treedt, moet eveneens dienovereenkomstig worden herzien, alsmede artikel 7, eerste lid, ervan, voor zover het voor de periode van 1 september tot 31 december 2010 in voorschriften geeft.

Rechtsgrond

Aanhef

In het derde lid moeten de adviezen van de inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de Minister van Justitie, worden aangevuld met dat van 4 augustus 2010.

⁽²⁾ Het ontwerp dat heeft geleid tot het voornoemde koninklijk besluit van 9 januari 2003 is ter kennis gebracht bij mededeling 2002/139/B, ontvangen door de Commissie op 2 april 2002, zodat de goedkeuring van het ontwerp moest worden uitgesteld met drie maanden, tot 3 juli 2002, overeenkomstig artikel 9, lid 1, van richtlijn 98/34/EG. De schending van de mededelingsplicht leidt ertoe dat de betrokken technische voorschriften niet-toepasselijk zijn, zodat ze niet aan particuliere kunnen worden tegengeworpen (arrest van het hof van Justitie van 30 april 1996 in de zaak C-194/94, CIA Security International, SA Signalson SA en Securitel SPRL, punt 54; zie ook, in verband met de goedkeuring van een nationaal technisch voorschrift gedurende een periode van uitstel bepaald in artikel 9 van richtlijn 98/34/EG, het arrest van 26 september 2000 in de zaak C-443/98, Unilever Italia SpA/Central Food SpA, punten 37 tot 52.

⁽³⁾ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek".

DispostiefArtikel 2, § 2

Volgens de eerste twee paragrafen van artikel 2 van het ontwerp

"§ 1. (kunnen) voor de toepassing van de artikelen 18/7, 18/8, 18/17 van de wet van 30 november 1998, (...) de inlichtingen- en veiligheidsdiensten beroep doen op de Coördinatiecel Justitie die werd ingesteld door het koninklijk besluit van 9 januari 2003.

§ 2. (moeten) om de taken die voortvloeien uit de toepassing van de maatregelen bedoeld in de artikelen 18/7, 18/8 en 18/17 van de wet van 30 november 1998 uit te voeren, (...) de leden van de Coördinatiecel Justitie het voorwerp uitgemaakt hebben van een veiligheidsadvies overeenkomstig artikel 22*quinq*ues van de wet van 11 december 1998. Dit veiligheidsadvies moet positief zijn en om de vijf jaar vernieuwd worden".

Aangaande paragraaf 2 verwijst de afdeling Wetgeving naar de volgende algemene opmerking van advies 46.636, gegeven op 3 juni 2009 over het ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 28 september 2009 tot oplegging van een veiligheidsverificatie voor het personeel nodig voor de organisatie en de invulling van de neutrale calltaking van de alarmcentrales 100, 101 en 112 :

"Het ontworpen besluit heeft tot doel te voorzien in de uitvoering van een veiligheidsverificatie voordat de functie van calltaker in de alarmcentrales 100, 101 en 112 wordt uitgeoefend en te bepalen volgens welke frequentie deze veiligheidsverificatie zal worden verricht, te weten om de 5 jaar.

Hierdoor sluit de steller van het ontwerp aan bij de artikelen 22*quinq*ues en 22*sexies* van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Artikel 22*quinq*ues bepaalt onder meer :

- enerzijds, dat de veiligheidsverificatie vooraf kan worden uitgevoerd "voor de toelating tot de uitoefening van een bepaald beroep, functie, opdracht of mandaat, of voor de toelating tot de toegang tot bepaalde lokalen, gebouwen of terreinen, evenals voor het bezit van een bepaalde vergunning, licentie of toelating";
- anderzijds, dat het besluit om een veiligheidsverificatie uit te voeren slechts kan worden genomen "wanneer de uitoefening van een beroep, een functie, een opdracht of mandaat, of de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of van het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating door een

.../...

niet-geëigend gebruik schade kan toebrengen aan de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied en van de militaire defensieplannen, de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen van België, het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land, de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland of de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat".

De administratieve overheid kan slechts besluiten een veiligheidsverificatie te laten uitvoeren voor zover voldaan is aan de voorwaarden opgesomd in artikel 22*quinqies* van de voornoemde wet van 11 december 1998. De administratieve overheid moet bovendien het besluit dat ze neemt met redenen omkleden en het ter kennis brengen van de overheid bedoeld in artikel 15 van diezelfde wet van 11 december 1998, alsook van de betrokken personen en wel "ten laatste op het moment dat zij zich kandidaat stellen voor een beroep, een functie, een opdracht of mandaat, of een aanvraag indienen voor toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of voor het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating".

Hieruit volgt dat een administratieve overheid die besluit een veiligheidsverificatie uit te voeren, hiertoe artikel 22*quinqies* van de voormelde wet van 11 december 1998 in acht moet nemen.

Niets staat er evenwel aan in de weg dat een verordenende tekst bepaalt dat de administratieve overheid er voortaan toe gehouden is om voor een bepaalde functie deze veiligheidsverificatie aan te vragen. In zo'n geval echter moet de steller van het ontwerp in staat zijn aan te tonen dat voor elke betreffende functie voldaan is aan de voorwaarden waarvan het besluit om zo'n verificatie uit te voeren afhankelijk wordt gesteld. Bovendien ontslaat dat aantonen de administratieve overheid niet van de verplichting om elk besluit dat wordt overgezonden aan de overheid bedoeld in artikel 15 van de voornoemde wet van 11 december 1998, met redenen te omkleden.

Daarenboven wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat artikel 22*sexies*, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 11 december 1998 de overheid bedoeld in artikel 15 van diezelfde wet de mogelijkheid biedt te "weigeren in te gaan op een beslissing om veiligheidsverificaties uit te voeren indien zij van oordeel is dat deze verificaties niet gerechtvaardigd zijn vanuit een van de belangen opgesomd [...] [in artikel] 22*quinqies*, § 1, eerste lid". De uitvaardiging van een koninklijk besluit dat voorziet in het systematisch werken met een veiligheidsverificatie zal de overheid bedoeld in artikel 15 van de voormelde wet van 11 december 1998 niet de beoordelingsbevoegdheid ontnemen die haar aldus wordt toegekend door artikel 22*sexies*, § 2, eerste lid, van diezelfde wet.

Indien de steller van het ontwerp bij zijn bedoeling blijft om ter zake een besluit uit te vaardigen, kan hij ten hoogste voorschrijven dat de administratieve overheid voordat de functie van calltaker wordt uitgeoefend een veiligheidsverificatie moet aanvragen.

Bovendien moet hij de bepalingen van het ontwerp correct afstemmen op die van de artikelen 22*quinqüies* en 22*sexies* van de vermelde wet van 11 december 1998.

Hij moet dienovereenkomstig aanpassen :

- artikel 2 van het ontwerp, doordat het de toegang tot de functie van call-taker niet afhankelijk mag stellen van het verkrijgen van een positief veiligheidsadvies en bijgevolg van de uitvoering van een voorafgaande veiligheidsverificatie door de overheid bedoeld in artikel 15 van de voornoemde wet van 11 december 1998, aangezien deze overheid, met toepassing van artikel 22*sexies*, § 2, van diezelfde wet, geval per geval kan oordelen dat het besluit van de administratieve overheid niet beantwoordt aan de redenen die luidens artikel 22*quinqüies* aanvaardbaar zijn;
- artikel 3 van het ontwerp, in zoverre daarin steeds weer sprake is van een positief veiligheidsadvies, daar de in artikel 15 van de voormelde wet van 11 december 1998 bedoelde overheid kan weigeren een advies te geven.

Wat betreft de arbeidscontractanten kan artikel 5 van het ontwerp slechts als enig doel hebben te voorzien in de mogelijkheid om eveneens voor deze categorie van werknemers een veiligheidscertificatie uit te voeren. Een negatief veiligheidsadvies zal dus geen motief kunnen zijn om de arbeidsverhouding zonder vergoeding te verbreken, daar de regels van het gemene verbintenissenrecht inzake ontslag toepassing zullen vinden".

Het staat aan de stellers van het onderzochte ontwerp artikel 2, § 2, ervan te herzien om rekening te houden met deze opmerkingen, die aldus moeten worden gelezen dat acht wordt geslagen op de bijzondere situatie van de personen die lid zijn van de Coördinatiecel Justitie en die in het bijzonder door de operatoren en de leveranciers ermee belast zijn om daarin deel te nemen aan de uitvoering van de maatregelen genoemd in de artikelen 18/7, 18/8, 18/17 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst. De wijze waarop dit artikel 2, § 2, van toepassing zal zijn, zoals het dit aangeeft, "overeenkomstig artikel 22*quinqüies* van de wet van 11 december 1998", en derhalve correct zal aanhaken bij deze wetsbepaling, moet immers in de tekst ervan zelf worden verduidelijkt, die dienovereenkomstig moet worden aangepast.

Ongerekend de suggesties gedaan in het voormelde advies 46.636/2, is er dus inzonderheid grond om er de bestuurlijke overheid in te vermelden die bevoegd is om te besluiten tot voorafgaande uitvoering van een veiligheidsverificatie, omschreven in artikel 22*sexies* van de voormelde wet van 11 december 1998, door de veiligheidsoverheid, aangewezen overeenkomstig artikel 15, eerste lid, ervan en die, voor de toepassing van het ontworpen artikel 2, § 2, de "administratieve overheid" is waarvan sprake in de artikelen 22*quinquies* en 22*sexies* van die wet.

De bepalingen van de voornoemde wet van 11 december 1998, die aldus door het ontworpen besluit zouden worden uitgevoerd, zouden eveneens moeten worden vermeld in een nieuw tweede lid, dat in de aanhef van het besluit moet worden ingevoegd.

Artikel 4, §§ 1 en 2

In haar advies 33.354/4, gegeven op 19 juni 2002, heeft de afdeling Wetgeving erop gewezen dat het begrip "eindapparaat" vervangen is door het begrip "eindapparatuur" bij artikel 6 van de wet van 3 juli 2000, waarbij artikel 68, 7/, van de wet van 21 maart 1991 is gewijzigd.

Het is evenzo de "eindapparatuur" die omschreven is in artikel 2, 41/, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en eveneens dit begrip wordt meer bepaald gebruikt om in onderdeel 7/ van hetzelfde artikel "het localisatiegegevens" te definiëren.

Het woord "eindapparaten" moet dus worden vervangen door het woord "eindapparatuur".

Artikel 7

1. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt gevestigd op artikel 22*septies*, ingevoegd in de voornoemde wet van 11 december 1998 bij artikel 271 van de programmawet (I) van 27 december 2006 :

"De natuurlijke persoon voor wie een veiligheidsattest wordt aangevraagd en de natuurlijke persoon die het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsadvies en die niet behoren tot het personeel van de federale overheid en van de geïntegreerde politie, zijn een retributie verschuldigd.

Deze retributie is verschuldigd aan de autoriteiten bedoeld in artikel 22*ter* hetzij deze bedoeld in artikel 22*quinqüies*, door de persoon die aan een veiligheidsverificatie wordt onderworpen.

De aflevering van het veiligheidsattest of veiligheidsadvies kan enkel plaatsvinden na betaling van de retributie.

Het bedrag van de te innen retributie wordt vastgesteld door de Koning op advies van het ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid.

De Koning bepaalt de wijze van inning van de retributies, de wijze van overmaking van deze retributies aan de Schatkist, de boekhouding en de andere bijzonderheden in verband met de heffing van deze retributies" ⁽⁴⁾.

Er moet worden onderzocht of de retributies betaald met toepassing van dit artikel niet in aanmerking moeten worden genomen naar aanleiding van de uitvoering van artikel 18/18, ingevoegd bij de wet van 4 februari 2010 in de voormelde wet van 30 november 1998, volgens hetwelk :

"De Koning legt de tarieven vast voor de medewerking van fysieke personen en rechtspersonen aan de methoden bedoeld in deze onderafdeling, waarbij Hij rekening houdt met de werkelijke kostprijs van deze medewerking".

2. In het eerste lid moeten de woorden "behoudens door Ons vastgelegde andersluidende bepalingen", die overbodig zijn, vervallen. Het spreekt immers vanzelf dat een koninklijk besluit kan afwijken van een ander koninklijk besluit indien daar aanleiding toe bestaat.

⁽⁴⁾ Op 10 februari 2010 heeft de afdeling Wetgeving een advies 47.488/4 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de bedragen van de retributies die verschuldigd zijn voor de aflevering van veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen"; dat inzonderheid op dat artikel 22*septies* stoelt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS